



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-cinquième session

1^{er}-10 février 2017

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par l'UDISHA, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Développement des compétences professionnelles: une stratégie clef pour l'élimination de la pauvreté à l'appui du développement durable

L'UDISHA, une organisation qui défend l'éducation, l'emploi et le développement durable

Objectif et raison de la déclaration :

L'un des principaux défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui est la pauvreté, plaie qui ravage la planète depuis des temps immémoriaux. C'est un cercle vicieux qui affecte diverses familles de génération en génération. En raison du taux élevé du chômage, elle est devenue endémique et constitue l'une des caractéristiques principales des pays en développement et sous-développés de la planète. Bien que le niveau et l'ampleur de la pauvreté et du chômage s'avèrent différents selon les pays et les régions, ceux-ci demeurent le principal obstacle aux efforts déployés en faveur d'une utilisation optimale des ressources humaines, tant pour le développement économique que social des nations.

La pauvreté est un problème pluridimensionnel qu'il est impossible de résoudre sans assurer l'autonomie de ceux qui y sont sujets et qu'elle affecte le plus. Conformément à l'ordre du jour de la Commission – « Éliminer la pauvreté et assurer un développement durable pour tous » - la présente déclaration propose de fournir des compétences aux jeunes afin de les encourager à devenir autonomes. Par exemple, l'amélioration de l'accès au marché du travail dans le secteur économique informel de l'agriculture accroît les revenus et renforce les liens sociaux. Cet accès facilité peut constituer un formidable outil de réduction de la pauvreté. L'apprentissage d'aptitudes professionnelles contribue à assurer la sécurité alimentaire et le développement rural, qui jouent tous deux un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Les stratégies de développement des compétences doivent prendre en compte les ménages mais également les communautés et les territoires; en effet, les conditions locales constituent un élément clef.

Il est également nécessaire de faire la distinction entre les différentes acceptions de l'expression « réduction de la pauvreté ». Si les différentes définitions qui en sont faites sont sujettes à controverse, on peut néanmoins parler de trois types de réduction de la pauvreté :

- L'atténuation de la pauvreté, qui consiste à atténuer les symptômes de la pauvreté et/ou à réduire la gravité de la pauvreté sans toutefois que les personnes pauvres deviennent des « non-pauvres »;
- Le fait de sortir les gens de la pauvreté, soit la « réduction de la pauvreté » au sens propre du terme, qui consiste à réduire le nombre de personnes pauvres et/ou à permettre à des personnes pauvres de devenir des « non-pauvres »;
- La prévention de la pauvreté, qui consiste à éviter aux personnes de tomber dans la pauvreté en réduisant leur vulnérabilité.

L'objectif de la présente déclaration est d'examiner de quelle manière les initiatives lancées par le Gouvernement indien pour fournir des compétences professionnelles aux jeunes peuvent aider notre pays si peuplé à se débarrasser de la pauvreté.

Vue d'ensemble :

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, à mesure que l'Inde s'achemine vers la réalisation des objectifs de développement durable et la réduction de son taux de pauvreté, l'employabilité de ses 350 millions de jeunes devient primordiale. Le défi relatif aux compétences est crucial pour l'Inde, étant donné qu'une large fraction de sa population a moins de 25 ans. Ainsi, cette population jeune peut devenir une main-d'œuvre productive et constituer un « dividende démographique » pour l'économie indienne. Actuellement, une grande partie de cette population ne mène pas d'activités économiques productives en raison de l'inadéquation entre les compétences dont elle est dotée et les emplois qui sont disponibles. À cause de cette inadéquation, des groupes de personnes en âge de travailler sont économiquement inactives, ce qui non seulement a une incidence sur l'économie mais a également de graves conséquences pour la société indienne dans son ensemble. Il devient donc urgent de prendre en compte les troubles sociaux tels que les soulèvements qui se produisent dans plusieurs régions de l'Inde.

En donnant récemment le point de départ de la Mission nationale 2015 pour le développement des compétences, le Premier Ministre indien a reconnu que l'Inde connaissait une grave pénurie de travailleurs qualifiés et bien formés. On estime que seulement 2,3 pour cent des travailleurs indiens ont suivi une formation professionnelle officielle. L'objectif de la Mission est le renforcement rapide des efforts déployés pour développer les compétences en Inde. Pour ce faire, il convient de créer un cadre de mise en œuvre exhaustif axé sur des résultats ciblés qui aligne les exigences des employeurs en quête d'une main-d'œuvre bien formée sur les aspirations des citoyens indiens à des moyens d'existence durables.

Le développement des compétences résulte des capacités acquises par le biais de niveaux et de types d'éducation et de formation différents. Mais pour que le développement des compétences se traduise par une utilisation desdites compétences et entraîne une réduction de la pauvreté et/ou un renforcement de la croissance, de nombreux facteurs entrent en ligne de compte, y compris une éducation/formation de bonne qualité et l'existence d'un environnement favorable.

Alors que l'Inde s'attache à atteindre les objectifs de développement durable et à réduire sensiblement son taux de pauvreté, le renforcement de l'employabilité des 350 millions de jeunes du pays joue un rôle primordial. Un partenariat entre le Programme des Nations Unies pour le développement et le Gouvernement indien du Rajasthan contribue à doter les populations les plus pauvres et les plus marginalisées des compétences nécessaires pour participer à l'histoire de la croissance du pays.

La Mission du Rajasthan sur les moyens d'existence offre un exemple des efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour le développement à l'appui des gouvernements nationaux et des partenaires afin d'élaborer des approches et des modèles globaux destinés à renforcer les moyens de subsistance existants. La Mission identifie aussi des possibilités d'emploi pour les pauvres dans les secteurs émergents. Elle a adopté une stratégie exhaustive pour contribuer à accroître l'employabilité de la jeune main-d'œuvre du pays et éliminer la pauvreté. Sur le terrain, trente-deux organismes techniques du Rajasthan, du Jharkhand, de l'Uttar Pradesh et de l'Orissa apportent leur expertise professionnelle et technique à 24 organisations locales, venant ainsi en aide à près de 110 000 ménages défavorisés.

Difficultés à surmonter :

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle tout à fait vital pour doter les travailleurs non formés et sous-employés de compétences utilisables et leur permettre de gagner leur vie et d'aider le pays à relever les défis économiques qui se renouvellent constamment. Pour atteindre cet objectif, les ONG doivent travailler main dans la main avec les organismes publics et d'autres organisations nationales et internationales telles que la Fédération de la Chambre de Commerce et d'industrie indienne et le Programme des Nations Unies pour le développement, de manière à renforcer l'employabilité des jeunes du pays et éliminer la pauvreté.

L'UDISHA s'est rendu compte que l'éducation et l'emploi sont directement liés au développement durable. Dans le cadre de ses activités, elle s'efforce de compléter les efforts déployés par le gouvernement en matière de développement des compétences en sensibilisant les enfants et les jeunes et en stimulant leur motivation et leurs capacités (notamment professionnelles). Grâce à des activités de formation gratuites axées sur l'emploi, notre organisation a fourni des emplois à des centaines de jeunes chômeurs dans les domaines de l'informatique, de la conception de sites Web, de la beauté et des soins de santé, de l'habillement, de la construction et de la sécurité, au titre des programmes du Gouvernement indien et des organisations non gouvernementales. Le défi que nous devons relever consiste à doter les hommes et les femmes de compétences essentielles et à actualiser les compétences existantes de façon à les aider à trouver un emploi adéquat, en phase avec les exigences et les besoins actuels du marché. Cela leur permettra de mener une activité rémunérée ou de créer leur propre entreprise, aidant ainsi le Gouvernement à éliminer la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, nous comptons solliciter l'appui de la Mission nationale ou étatale de développement des compétences et d'organismes comme la Fédération de la Chambre de commerce et d'industrie indienne ou le Programme des Nations Unies pour le développement.

Conclusion

Nous ne doutons pas qu'avec la création d'organes tels que le Conseil national sur le développement des compétences placé sous la direction dynamique du Premier Ministre, M. Narinder Modi, et avec l'appui d'organisations comme la Fédération de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Inde et le Programme des Nations Unies pour le développement, il sera possible de faire converger et de coordonner les efforts déployés par les différentes parties prenantes, à savoir, notamment, les ministères et départements des gouvernements centraux et des États, les prestataires de formation privés, les organismes d'évaluation, les représentants de l'industrie, les organisations non gouvernementales et les travailleurs qui jouent un rôle dans le domaine des compétences du pays. Il en résulterait des innovations en matière de compétences, et cela permettrait de se concentrer sur le renforcement de l'employabilité des communautés défavorisées sur le plan social et économique. Non seulement les travailleurs qualifiés se trouveraient en mesure d'exercer une activité lucrative à l'appui de leurs moyens de subsistance, mais ils pourraient également participer à l'action menée par l'État et à l'éradication de la pauvreté par le biais de la croissance.